

Règlement de prévoyance 2017

**SPES – Caisse de prévoyance du
Diocèse de Sion**

Adopté par le Conseil de fondation le 12.06.2017

En vigueur dès le 01.01.2017

Table des matières

Abréviations	1
Généralités	2
Art. 1 Dénomination et constitution	2
Art. 2 Rapport avec la LPP et la LFLP	2
Art. 3 Rapport avec la LREE	2
Art. 4 But	3
Affiliation à la SPES	4
Art. 5 Principe	4
Art. 6 Exceptions	4
Art. 7 Début	4
Art. 8 Procédure administrative	4
Art. 9 Devoirs lors de l'entrée en service	5
Art. 10 Examen médical, réserves médicales et réticence	5
Art. 11 Fin	6
Art. 12 Cas particuliers	6
Art. 13 Absence temporaire	7
Art. 14 Employeurs multiples	7
Définitions	8
Art. 15 Désignations	8
Art. 16 Salaire annuel	8
Art. 17 Salaire cotisant	8
Art. 18 Age réglementaire de la retraite	8
Art. 19 Avoir de vieillesse	9
Art. 20 Bonifications de vieillesse	9
Art. 21 Rachat de prestations	9
Ressources de la SPES	11
Art. 22 Cotisation de l'assuré	11
Art. 23 Cotisation de l'employeur	11
Art. 24 Participation aux excédents résultant de contrats d'assurance	11
Art. 25 Cotisations d'assainissement	11
Prestations de la SPES – Généralités	12
Art. 26 Obligation d'informer et d'annoncer	12
Art. 27 Paiement des prestations	12
Art. 28 Surindemnisation et coordination avec d'autres assurances	13
Art. 29 Adaptation des rentes	14
Prestations de la SPES – Applicables aux prêtres	15
Art. 30 Prestations assurées	15
Art. 31 Droit à la rente de retraite	15
Art. 32 Retraite partielle	15
Art. 33 Montant de la rente de retraite	16
Art. 34 Capital-retraite	16
Art. 35 Reconnaissance de l'invalidité	16
Art. 36 Droit à la rente d'invalidité	17
Art. 37 Montant de la rente complète	17
Art. 38 Libération des cotisations	17
Art. 39 Maintien provisoire de l'assurance et du droit aux prestations	18
Prestations de la SPES – Applicables aux laïcs	19
Art. 40 Prestations assurées	19
Art. 41 Droit à la rente de conjoint survivant	19
Art. 42 Montant de la rente de conjoint survivant	19
Art. 43 Bénéficiaires	20
Art. 44 Droit à la rente d'enfant	20

Art. 45	Montant de la rente d'enfant	20
Art. 46	Décès d'un assuré divorcé	20
Art. 47	Divorce	21
Prestations de la SPES – Applicables aux prêtres et aux laïcs		24
Art. 48	Fin des rapports de service avant le 1 ^{er} janvier suivant le 24 ^{ème} anniversaire	24
Art. 49	Droit à la prestation de libre passage	24
Art. 50	Montant de la prestation de libre passage	24
Art. 51	Affectation de la prestation de libre passage	24
Art. 52	Paiement en espèces	25
Art. 53	Versement anticipé	25
Art. 54	Mise en gage	26
Administration de la SPES		27
Art. 55	Composition du Conseil de fondation	27
Art. 56	Constitution du Conseil de fondation, réunion et décisions	27
Art. 57	Attributions, complétences du Conseil de fondation	27
Art. 58	Assemblée générale des Employeurs et des assurés	27
Art. 59	Réunion et décisions de l'assemblée générale	27
Art. 60	Attributions, compétences de l'assemblée générale	28
Art. 61	Comptes et organe de révision	28
Art. 62	Expert agréé en matière de prévoyance professionnelle	28
Art. 63	Responsabilité, discrétion	29
Art. 64	Mesures en cas de découvert	29
Dispositions transitoires et finales		30
Art. 65	Invalides et garantie des rentes en cours au 31.12.2016	30
Art. 66	Garantie des prestations risques	30
Art. 67	Information de l'assuré	30
Art. 68	Modification du règlement	30
Art. 69	Interprétation	31
Art. 70	Contestations	31
Art. 71	Versions	31
Art. 72	Entrée en vigueur	31
Annexe		32

Abréviations

1. Dans le présent règlement, les abréviations suivantes sont utilisées:

SPES:	SPES – Caisse de prévoyance du Diocèse de Sion
Employeur:	Diocèse de Sion, en particulier les paroisses catholiques sises dans le Canton du Valais
AVS:	Assurance-vieillesse et survivants
AI:	Assurance-invalidité
LPP:	Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité
OPP 2:	Ordonnance sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité
LFLP:	Loi fédérale sur le libre passage dans la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité
CC:	Code civil suisse
CO:	Code des obligations

2. Les termes au masculin désignant des personnes s'appliquent aux deux sexes, sauf mention expresse.
3. L'enregistrement d'un partenariat au sens de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe auprès de l'Office d'état civil est assimilé à un mariage au sens du présent règlement. Les personnes liées par un partenariat enregistré sont assimilées à des personnes mariées (conjoints) au sens du présent règlement. La dissolution judiciaire d'un partenariat est assimilée à un divorce au sens du présent règlement.

Généralités

Art. 1 Dénomination et constitution

1. Sous la dénomination "SPES – Caisse de prévoyance du Diocèse de Sion", il existe à Sion une fondation au sens des articles 52, 80 et suivants du CC et des Canons 113 à 123 du Code de droit canonique, créée par acte authentique du 11.12.1984 et par décret d'érection canonique du 26.02.1985.
2. La SPES est régie par:
 - a. les articles 52, 80 et suivants du CC;
 - b. les articles 331 à 331e du CO;
 - c. les articles 7 et 8 du règlement d'application (ci-après: "le RLREE") du 07.07.1993, modifiés le 15.12.1993 et le 30.11.2016, de la Loi sur les rapports entre les Eglises et l'Etat dans le canton du Valais (ci-après: "la LREE") du 13.11.1991 modifiée le 01.05.1996;
 - d. les Canons 113 à 123 du Code de droit canonique;
 - e. les statuts du 11.12.1984 (18.01.1985), modifiés par acte authentique du 07.12.1987 et du 03.10.2001;
 - f. le décret d'érection canonique du 26.02.1985;
 - g. le présent règlement, édicté en application de l'article 13 des statuts.

Art. 2 Rapport avec la LPP et la LFLP

1. La SPES est une institution de prévoyance qui participe à l'application du régime de l'assurance obligatoire introduit par la LPP.
2. Elle est inscrite au Registre de la prévoyance professionnelle auprès de l'Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale, en application de l'article 48 LPP. Par cette inscription, la SPES s'oblige à satisfaire au moins aux exigences minimales de la LPP et de ses ordonnances.
3. Le plan de prévoyance adopté par la SPES est un plan dit "en primauté des cotisations" au sens de l'article 15 LFLP.

Art. 3 Rapport avec la LREE

1. La SPES est une des caisses de prévoyance officielles instituées par l'Eglise catholique-romaine, au sens de l'article 7 du RLREE.
2. Elle est de droit privé au plan civil, bien que reconnue explicitement par le RLREE, et de droit public au plan canonique.
3. Pour les prêtres en paroisse valaisanne et les laïcs chargés de tâches pastorales en paroisse valaisanne, le RLREE:
 - a. précise l'affiliation obligatoire à la SPES;
 - b. précise que la paroisse est l'employeur;
 - c. fixe le taux des cotisations de l'employeur;
 - d. fixe le salaire minimum à verser et à assurer à l'AVS et à la SPES.

Art. 4 But

1. La SPES a pour but de verser des prestations en cas d'invalidité et de retraite:
 - a. aux prêtres célibataires incardinés au Diocèse de Sion, ainsi qu'aux prêtres célibataires non incardinés y exerçant un ministère;
 - b. aux diacres célibataires incardinés au Diocèse de Sion, ainsi qu'aux diacres célibataires non incardinés y exerçant un ministère;
 - c. aux religieux et religieuses de droit diocésain en vertu du droit canonique;
 - d. aux chanoines de Saint-Maurice.
2. Aux prestations en cas d'invalidité et de retraite s'ajoutent des prestations en cas de décès pour:
 - a. les prêtres mariés incardinés au Diocèse de Sion, ainsi que pour les prêtres mariés non incardinés y exerçant un ministère;
 - b. les diacres mariés incardinés au Diocèse de Sion, ainsi que pour les diacres mariés non incardinés y exerçant un ministère;
 - c. les laïcs, hommes et femmes, exerçant un ministère d'Eglise dans le Diocèse de Sion;
 - d. les laïcs, hommes et femmes, au service de l'Eglise dans le Diocèse de Sion.

Affiliation à la SPES

Art. 5 Principe

1. L'affiliation à la SPES est obligatoire pour toutes les personnes visées à l'article 4 alinéa 1 lit. a, b et d et alinéa 2 lit. a, b et c, qui exercent un ministère en paroisse valaisanne.
2. L'affiliation à la SPES est facultative pour les personnes visées à l'article 4 alinéa 1 lit. c et alinéa 2 lit. d. Elle ne peut toutefois intervenir que si leur salaire annuel excède le salaire annuel minimum selon article 16, alinéa 6 (seuil d'entrée LPP).
3. L'affiliation à la SPES des personnes visées aux alinéas 1 et 2 ci-dessus entraîne de facto l'affiliation à la SPES de leur employeur. Ce dernier n'est pas tenu d'affilier à la SPES tout son personnel soumis à la LPP. S'il désire assurer son personnel auprès de plusieurs institutions de prévoyance, il devra définir quel groupe de personnes sera assuré par chaque institution.

Art. 6 Exceptions

1. Le Conseil de fondation peut dispenser de l'affiliation obligatoire à la SPES les personnes visées à l'article 4 alinéas 1 et 2, soit les personnes:
 - a. dont le salaire annuel est inférieur au salaire annuel minimum selon article 16 alinéa 6;
 - b. qui sont déjà assujetties par ailleurs à l'assurance obligatoire selon la LPP.
2. Les chanoines du Grand-Saint-Bernard qui exercent un ministère pastoral dans le diocèse de Sion sont en principe affiliés à l'institution de prévoyance de leur congrégation.
3. Les personnes qui, lors de leur entrée en service, sont invalides au sens de l'AI à raison de 70% au moins ou sont restées assurées à titre provisoire au sens de l'article 26a LPP ne sont pas assurées.
4. Les personnes qui exercent une activité accessoire, s'ils sont déjà assujettis à l'assurance obligatoire pour une activité lucrative exercée à titre principal, ou s'ils exercent une activité lucrative indépendante à titre principal.

Art. 7 Début

1. L'affiliation à la SPES des personnes visées à l'article 4 alinéa 1 lit. a, b et d et alinéa 2 lit. a, b, et c intervient au jour de l'entrée en service, au plus tôt toutefois le 1^{er} janvier suivant leur 17^{ème} anniversaire.
2. L'affiliation à la SPES des personnes visées à l'article 4 alinéa 1 lit. c et alinéa 2 lit. d intervient après que la demande d'affiliation de l'employeur a été acceptée par le Conseil de fondation, au plus tôt toutefois le 1^{er} janvier suivant leur 17^{ème} anniversaire.
3. Jusqu'au 31 décembre suivant le 24^{ème} anniversaire de l'assuré ou coïncidant avec lui, l'assurance s'étend uniquement aux risques d'invalidité et de décès. Dès le 1^{er} janvier suivant le 24^{ème} anniversaire, elle s'étend également à la retraite.
4. Pour les personnes dont le salaire annuel est inférieur au salaire minimum selon article 16 alinéa 6, l'affiliation intervient le premier jour du mois dès lequel ce salaire est dépassé.

Art. 8 Procédure administrative

1. Les personnes visées à l'article 4 alinéa 1 lit. a, b et d et alinéa 2 lit. a, b et c qui exercent un ministère en paroisse valaisanne remplissent un formulaire d'affiliation ou d'exemption lors de leur nomination et l'envoient à la SPES.
2. La SPES informe l'employeur de l'affiliation ou de l'exemption.

3. Les personnes visées à l'article 4 qui exercent un autre ministère ou service sont affiliées par leur employeur qui remplit le formulaire d'affiliation et l'envoie à la SPES. Le Conseil de fondation examine la demande d'affiliation et informe l'employeur de la décision prise.
4. Si la demande est acceptée, la SPES informe également l'assuré.

Art. 9 Devoirs lors de l'entrée en service

1. Lors de son affiliation, l'assuré, respectivement pour lui l'institution de prévoyance du précédent employeur et/ou de libre passage, doit fournir à la SPES toutes les informations sur sa situation personnelle en matière de prévoyance, à savoir notamment:
 - a. le nom et l'adresse d'autres institutions de prévoyance ou de libre passage auprès desquelles il détient des avoirs de prévoyance;
 - b. le montant de la prestation de libre passage qui sera transférée en sa faveur, le montant de son avoir de vieillesse selon la LPP ainsi que, s'il est âgé de plus de 50 ans, le montant de la prestation de libre passage acquise à l'âge de 50 ans;
 - c. s'il est marié, le montant de la prestation de libre passage à laquelle il aurait eu droit lors de son mariage; les salariés mariés au 01.01.1995 qui ne connaissent pas le montant de leur prestation de libre passage acquise lors de leur mariage, communiquent à la SPES le montant de la prestation de libre passage dont ils ont eu connaissance pour la première fois après le 01.01.1995, ainsi que la date à laquelle celui-ci a été calculé;
 - d. l'éventuel montant qui, ensuite d'un versement anticipé obtenu de l'institution de prévoyance d'un précédent employeur dans le cadre de l'encouragement à la propriété du logement, n'a pas encore été remboursé au jour de la fin des rapports de service, la désignation du logement concerné, ainsi que la date à laquelle le versement anticipé a été obtenu;
 - e. l'éventuel montant mis en gage dans le cadre de l'encouragement à la propriété du logement, la désignation du logement concerné, ainsi que le nom du créancier-gagiste;
 - f. toutes les informations relatives à l'avoir de vieillesse minimum LPP et/ou à la part minimum LPP transférée, versée ou remboursée dans le cadre du partage de la prévoyance des suites d'un divorce ou d'un versement pour l'accession à la propriété du logement; la SPES est habilitée à demander, pour l'assuré, ces informations aux institutions de prévoyance ou de libre passage auxquelles l'assuré a été affilié;
 - g. les éventuels montants et dates des rachats volontaires de prestations dans les trois années précédant la date d'entrée dans la SPES;
 - h. toute information relative à une éventuelle réserve médicale émise par une précédente institution de prévoyance.
2. La SPES est habilitée à demander, pour l'assuré, les informations ci-devant aux institutions de prévoyance ou de libre passage auxquelles l'assuré a été affilié.

Art. 10 Examen médical, réserves médicales et réticence

1. Le Conseil de fondation exige de tout nouvel assuré qu'il se soumette à un examen médical auprès d'un médecin désigné par la SPES ou agréé par elle, et aux frais de la SPES.
2. Au vu du résultat de l'examen médical le Conseil de fondation peut, en se référant au préavis du médecin, imposer une ou plusieurs réserves pour l'assurance invalidité et l'assurance décès. Elles seront toutefois inopérantes pour la part de prestations découlant des exigences minima imposées par la LPP.
3. Le Conseil de fondation statue au plus tard dans les 90 jours suivant l'annonce de l'affiliation à la SPES. Si des réserves sont imposées, l'intéressé en sera informé par écrit. La durée de leur validité n'excédera pas cinq ans et leur objet sera communiqué à l'assuré par le médecin qui aura procédé à l'examen. Si l'assuré devient invalide ou décède d'une affection ayant fait l'objet d'une réserve durant la période de validité de celle-ci, les prestations d'invalidité ou de décès de la SPES sont réduites de manière définitive aux prestations minimales LPP.

4. Jusqu'à la communication de l'affiliation avec ou sans réserves, il existe une couverture de prévoyance provisoire en faveur de l'assuré. Si pendant la durée de la couverture provisoire un cas de prévoyance se réalise, les prestations de prévoyance se basent sur la prestation de libre passage apportée de l'ancienne institution de prévoyance en tenant compte des éventuelles réserves y afférentes. Les prestations provisoires surobligatoires sont servies si la cause du cas de prévoyance ne préexistait pas avant le début de la couverture provisoire.
5. Lorsqu'une prestation de libre passage est transférée à la SPES en faveur d'un nouvel assuré par l'institution de prévoyance du précédent employeur, le montant des prestations assurées par la SPES grâce à cette prestation de libre passage ne peut en aucun cas être grevé de réserves autres que celles qui avaient éventuellement été imposées par l'institution de prévoyance du précédent employeur, ni pour une durée supérieure à celle restant à courir dans l'institution de prévoyance du précédent employeur.
6. Si une ou des réserves avaient été imposées par l'institution de prévoyance du précédent employeur, seul le médecin qui avait procédé à l'examen peut, avec l'accord de l'assuré, en communiquer l'objet au médecin-conseil de la SPES.
7. Si, en remplissant le questionnaire, l'assuré répond de manière erronée aux questions qui lui sont posées ou omet de déclarer un fait important dont il avait connaissance (réticence) ou refuse de se soumettre à un examen médical, la SPES peut, dans un délai de 90 jours à partir du moment où elle avait connaissance de la réticence ou à partir du jour où l'assuré a refusé l'examen médical, communiquer à l'assuré, par courrier recommandé, la fin du rapport de prévoyance surobligatoire relatif aux prestations risquées.

Si un cas de prévoyance en rapport à la réticence est survenu entre-temps, la SPES peut réduire ou refuser les prestations de prévoyance et, le cas échéant, demander la restitution des prestations versées indûment.

Art. 11 Fin

1. Pour l'assuré, l'affiliation à la SPES prend fin le jour où cessent les rapports de service, pour une cause autre que l'invalidité, la retraite ou la suspension temporaire, sous réserve toutefois des articles 12 et 13.
2. Pour l'employeur, l'affiliation à la SPES prend fin le jour où cesse l'obligation de cotiser pour les personnes visées à l'article 5.
3. Si, durant le mois suivant la fin des rapports de service, l'assuré n'est pas lié à un nouvel employeur par un contrat de travail, et s'il décède ou est atteint par une incapacité de travail qui provoque ultérieurement son décès, ou la reconnaissance de son invalidité par l'AI, les prestations servies par la SPES sont celles qui étaient assurées le jour où les rapports de service ont pris fin.
4. L'article 39 relatif au maintien provisoire de l'assurance ainsi que du droit aux prestations en cas de réduction ou de suppression de la rente de l'AI est réservé.

Art. 12 Cas particuliers

1. Lorsqu'un assuré quitte le service d'un employeur pour passer à celui d'un autre employeur satisfaisant aux conditions d'affiliation à la SPES, il doit en informer la SPES sans délai.
2. Si l'assuré est soumis à l'affiliation obligatoire selon article 5 alinéa 1, le nouvel employeur en sera informé. Si celui-ci n'est pas encore affilié la SPES, il le deviendra aussitôt.
3. Si l'assuré est affilié à titre facultatif en application de l'article 5 alinéa 2, le nouvel employeur devra se déclarer prêt à payer les cotisations à la SPES. Si celui-ci n'est pas encore affilié à la SPES, il le deviendra aussitôt par cette déclaration écrite. Si le nouvel employeur ne désire pas s'affilier à la SPES, l'assuré perdra sa qualité d'assuré et les articles 48 à 52 lui seront applicables.
4. Lorsqu'un assuré quitte le service d'un employeur, celui-ci doit en informer la SPES sans délai, et lui communiquer le nom et l'adresse du nouvel employeur.

5. Lorsque, en application des dispositions qui précèdent, un assuré change d'employeur tout en restant affilié à la SPES, il conserve intégralement sa qualité d'assuré, avec tous les droits et obligations qui lui sont attachés.

Art. 13 Absence temporaire

1. Une absence temporaire n'est pas considérée comme une fin des rapports de service au sens des articles 48 et 49 si l'assuré demande au Conseil de fondation l'autorisation de rester affilié à la SPES, et si cette autorisation est donnée.
2. Le Conseil de fondation se prononcera sur la base des motifs invoqués par l'assuré. Il agréera notamment la demande de l'assuré si celui-ci est envoyé en pays de missions, ou s'il abandonne passagèrement son activité pour parfaire sa formation et fixera par écrit les conditions d'un maintien de l'assurance.
3. Durant l'absence limitée, la totalité de la cotisation (épargne, risques et frais) selon articles 22 et 23 est due sur la base du dernier salaire cotisant. Au début de chaque année civile, le salaire cotisant peut être adapté à l'évolution de l'indice suisse des prix à la consommation ou aux augmentations de salaire, y compris les années de service, selon les contrats-types et les barèmes de salaires arrêtés par l'Etat pour les prêtres et laïcs permanents.
4. Au retour de l'assuré, celui-ci pourra combler par un paiement au comptant ou par acomptes tout ou partie des cotisations d'épargne dues durant son absence. En cas de paiement partiel, l'avoir de vieillesse n'est alimenté qu'en proportion du montant versé.

Art. 14 Employeurs multiples

1. Si un assuré affilié à la SPES exerce une activité pour le compte d'un ou plusieurs employeurs autres que celui en raison duquel son affiliation à la SPES est intervenue, il doit en informer sans délai la SPES. L'article 12 du présent règlement est alors applicable par analogie.
2. L'employeur en raison duquel l'affiliation à la SPES est intervenue doit également en informer la SPES et lui communiquer le nom et l'adresse du ou des autres employeurs.

Définitions

Art. 15 Désignations

1. Le présent règlement désigne par:
 - a. "prêtres": les prêtres célibataires, les diacres célibataires, les religieux et les religieuses;
 - b. "laïcs": les prêtres mariés, les diacres mariés, les laïcs, hommes et femmes, mariés ou non;
 - c. "assurés": les prêtres et les laïcs affiliés à la SPES;
 - d. "Employeur": la personne physique ou morale à laquelle un assuré est lié par des rapports de service selon la LAVS;
 - e. "affiliés": les assurés et les employeurs définis sous lit. c et d ci-devant.

Art. 16 Salaire annuel

1. Au jour de l'affiliation à la SPES, le salaire annuel est fixé par l'employeur.
2. Pour un prêtre en paroisse valaisanne ou un laïc chargé de tâches pastorales en paroisse valaisanne, le salaire annuel est au moins égal au salaire découlant de l'échelle minimale des traitements du clergé paroissial fixés chaque année par l'Etat du Valais.
3. En fin d'année, le salaire annuel est calculé sur la base de la déclaration AVS de l'année civile écoulée. Il est égal à la somme des salaires mensuels et avantages en espèces ou en nature liés à l'activité exercée par l'assuré au service de l'employeur, sur lesquels des cotisations AVS ont été perçues.
4. En cas de modifications en cours d'année, le salaire annuel est présumé sur la base des indications fournies par l'employeur.
5. En fin d'année, l'employeur communique à la SPES le salaire AVS brut annuel présumé pour l'année à venir et envoie à la SPES le double de la déclaration de salaire AVS pour l'année civile écoulée. Cette dernière sert au contrôle des cotisations versées et à l'établissement du compte témoin LPP et de l'avoir de vieillesse.
6. Le salaire annuel minimum est égal à $6/8^{\text{ème}}$ du montant annuel de la rente de vieillesse complète de l'AVS (cf. annexe, chiffre 1).

Art. 17 Salaire cotisant

1. Le salaire cotisant est égal au salaire en espèces ou en nature sur lequel sont prélevées les cotisations de l'AVS.
2. Si le salaire effectivement perçu par le salarié diminue temporairement par suite de maladie, d'accident, de chômage, de maternité ou d'autres circonstances semblables, le salaire cotisant est maintenu au moins pendant la durée de l'obligation légale de l'employeur de verser le salaire selon l'article 324a du CO ou du congé maternité selon l'article 329f du CO, dans la mesure où l'assuré n'en demande pas la réduction.
3. En cas de réduction du salaire annuel pour un motif autre que ceux énumérés à l'alinéa 2, le salaire cotisant antérieur peut être maintenu pendant deux ans au maximum, sur demande de l'assuré et avec l'accord du Conseil de fondation, dans la mesure où la cotisation totale versée à la SPES (part de l'assuré et part de l'employeur), est également maintenue.

Art. 18 Age réglementaire de la retraite

1. L'âge réglementaire de la retraite est fixé à l'âge ordinaire de la retraite de l'AVS.

Art. 19 Avoir de vieillesse

1. Un avoir de vieillesse est constitué en faveur de chaque assuré. Il est constitué par:
 - a. la prestation de libre passage transférée d'une autre institution de prévoyance ou de libre passage;
 - b. les rachats de l'assuré au moyen d'apports personnels (article 21);
 - c. les bonifications de vieillesse (article 20);
 - d. les éventuelles attributions décidées par le Conseil de fondation;
 - e. les éventuels rachats financés par l'employeur;
 - f. les intérêts produits par les montants ci-dessus.
2. Les rachats de l'assuré (prestations de libre passage et apports personnels) ainsi que les attributions décidées par le Conseil de fondation portent immédiatement intérêts. Les bonifications de vieillesse portent intérêts dès le 1^{er} janvier suivant leur attribution. Le Conseil de fondation fixe le taux d'intérêt (cf. annexe, chiffre 2).

Art. 20 Bonifications de vieillesse

1. Les assurés actifs en assurance complète ont droit à des bonifications de vieillesse qui sont créditées à leur avoir de vieillesse.
2. Le montant des bonifications de vieillesse est exprimé en pour-cent du salaire cotisant et compte tenu de l'âge de l'assuré (différence entre l'année en cours et l'année de naissance):

Age	Bonifications de vieillesse
25 – Retraite	17.3%

Art. 21 Rachat de prestations

1. Tout nouvel assuré disposant de prestations de libre passage auprès d'autres institutions de prévoyance ou de libre passage doit demander le transfert de ses prestations sur son avoir de vieillesse auprès de la SPES. La SPES est habilitée à les réclamer en son nom.
2. Les prestations de libre passage sont créditées à l'avoir de vieillesse de l'assuré selon l'article 19.
3. L'assuré actif qui jouit de son entière capacité de travail peut en tout temps racheter des prestations au moyen d'un apport personnel crédité à son avoir de vieillesse.
4. Un rachat au sens de l'alinéa 3 ne peut être effectué que si tous les versements anticipés dans le cadre de l'encouragement à la propriété du logement ont été remboursés. Demeurent réservés les cas où le remboursement des versements anticipés n'est plus autorisé selon l'article 53 alinéa 8, ainsi que les cas de rachat de prestations suite à un divorce au sens de l'article 47 alinéa 7.
5. Le montant de l'apport personnel est égal au maximum à la différence entre le montant maximum de l'avoir de vieillesse (cf. annexe, chiffre 3) et le montant de l'avoir de vieillesse constitué au jour du rachat après déduction:
 - a. des éventuels avoirs de libre passage de l'assuré qui n'ont pas été transférés dans la SPES;
 - b. des éventuels montants utilisés dans le cadre de l'encouragement à la propriété du logement, dans la mesure où, conformément à l'article 53 alinéa 8, ces montants ne peuvent plus être remboursés;
 - c. des éventuels avoirs du 3^{ème} pilier 3a du salarié dépassant la somme maximale des cotisations annuelles déductibles du revenu à partir de 24 ans révolus selon la loi, cette somme étant additionnée d'intérêts sur la base du taux d'intérêt minimal LPP alors en vigueur conformément au tableau établi par l'Office fédéral des assurances sociales à cet effet.

6. Pour l'assuré arrivé de l'étranger et qui n'a jamais été affilié à une institution de prévoyance en Suisse, le montant annuel de l'apport personnel ne doit pas dépasser, pendant les cinq années qui suivent son entrée dans une institution de prévoyance suisse, 20% du salaire cotisant au sens de l'article 17. Passé ce délai, l'assuré peut racheter les prestations réglementaires complètes conformément à l'alinéa 4.

Cette limite de l'apport ne s'applique pas lorsque l'assuré transfère ses droits ou avoirs acquis dans un système étranger de prévoyance directement dans la SPES et que l'assuré ne fait pas valoir pour ce transfert une déduction en matière d'impôts directs de la Confédération, des cantons et des communes.

7. L'apport personnel est en principe déductible des impôts directs de la Confédération, des cantons et des communes, mais la SPES ne garantit pas la déductibilité des montants qui lui sont versés.
9. Si l'employeur participe au financement du rachat par apport personnel, il se réserve le droit de réduire sa participation en application de l'article 7 LFLP en cas de sortie prématurée de l'assuré.
10. Les prestations résultant d'un rachat ne peuvent être versées sous forme de capital avant l'échéance d'un délai de trois ans à compter de la date du rachat correspondant, les cas de rachat de prestations faisant suite à un divorce au sens de l'article 47 alinéa 7 demeurant réservés.
11. Les montants transférés en faveur de l'assuré provenant d'un partage de la prévoyance suite à un divorce sont assimilés à une prestation de libre passage au sens de l'alinéa 1.

Ressources de la SPES

Art. 22 Cotisation de l'assuré

1. Chaque assuré est tenu de verser des cotisations à la SPES dès son affiliation et aussi longtemps qu'il reste en service, mais au plus tard jusqu'au jour de la retraite réglementaire ou anticipée, ou jusqu'au jour où il est reconnu invalide.
2. Le montant annuel de la cotisation de l'assuré est exprimé en pour cent du salaire cotisant et compte tenu de l'âge de l'assuré (différence entre l'année en cours et l'année de naissance):

Age	Cotisation		
	Epargne	Risques et frais	Total
17 – 24 ans	0.00%	0.96%	0.96%
25 – 65 ans	7.37%	0.96%	8.33%

3. La cotisation de l'assuré est retenue sur le salaire de ce dernier par l'employeur pour le compte de la SPES.

Art. 23 Cotisation de l'employeur

1. L'employeur s'acquitte de cotisations pour l'ensemble de ses assurés soumis à cotisations.
2. Le montant annuel de la cotisation de l'employeur est exprimé en pour cent du salaire cotisant et compte tenu de l'âge de l'assuré (différence entre l'année en cours et l'année de naissance):

Age	Cotisation		
	Epargne	Risques et frais	Total
17 – 24 ans	0.00%	1.54%	1.54%
25 – 65 ans	9.93%	1.54%	11.47%

3. Sauf accord écrit contraire, la cotisation de l'employeur est transférée tous les quatre mois à la SPES avec la cotisation retenue sur le salaire de l'assuré.

Art. 24 Participation aux excédents résultant de contrats d'assurance

1. Une éventuelle participation aux excédents résultant de contrats d'assurance est déterminée selon les dispositions du contrat d'assurance. Sauf décision contraire du Conseil de fondation, cette participation est utilisée pour améliorer la situation financière de la SPES.

Art. 25 Cotisations d'assainissement

1. Si et aussi longtemps que la SPES est en découvert au sens de la LPP, le Conseil de fondation est habilité à prélever une cotisation temporaire d'assainissement auprès de l'Employeur et auprès des assurés actifs, conformément à l'article 64.

Prestations de la SPES – Généralités

Art. 26 Obligation d'informer et d'annoncer

1. L'employeur, les assurés actifs et les bénéficiaires de rentes sont tenus d'informer la SPES de tout fait d'importance pour l'assurance.
2. Les assurés invalides ou les bénéficiaires de rentes doivent, en particulier lors de la survenance d'un cas de prestation, informer sur demande et fidèlement de l'existence d'éventuels autres revenus.
3. La SPES se réserve le droit de suspendre le paiement des prestations si un assuré ou un bénéficiaire de rentes ne s'acquittent pas de son obligation de renseigner et d'annoncer.

Art. 27 Paiement des prestations

1. Les prestations de la SPES sont payables:
 - a. les rentes: mensuellement, au début de chaque mois;
 - b. les capitaux: dans les 30 jours qui suivent leur échéance, mais au plus tôt dès que les ayants droit sont connus de façon certaine.
 - c. la prestation de libre passage: au jour de la fin des rapports de service;
 - d. les rentes de divorce versées à une institution de prévoyance: entre le 1^{er} et le 15 décembre de chaque année; le total des rentes de l'année est augmenté d'un intérêt correspondant à la moitié du taux d'intérêt crédité aux avoirs de vieillesse fixé par le Conseil de fondation selon l'article 19.
2. Un intérêt moratoire est dû:
 - a. en cas de versement de rentes: à partir du jour de la poursuite ou de la demande en justice; le taux d'intérêt correspond au taux minimal LPP;
 - b. en cas de versement d'un capital: à partir de son exigibilité; le taux d'intérêt correspond au taux minimal LPP;
 - c. en cas de versement de la prestation de libre passage: à l'échéance de 30 jours après avoir reçu toutes les informations nécessaires, au plus tôt cependant 30 jours à partir du départ; le taux d'intérêt correspond au taux minimal LPP augmenté d'un pourcent.
3. Le domicile de paiement des prestations de la SPES est au siège de cette dernière. Elles sont versées en Suisse à l'adresse communiquée par le bénéficiaire, en principe auprès d'une banque ou sur un compte postal. Demeurent réservées les dispositions des traités internationaux.
4. Les prestations indûment touchées doivent être restituées. La restitution de la part découlant du minimum LPP peut ne pas être demandée lorsque le bénéficiaire était de bonne foi et serait mis dans une situation difficile. En revanche, la part subrogatoire peut être exigée rétroactivement indépendamment du fait que l'assuré était de bonne foi ou qu'il serait mis dans une situation difficile.
5. Si la SPES a l'obligation de verser des prestations en cas d'invalidité et de décès après qu'elle ait transféré la prestation de libre passage à la nouvelle institution de prévoyance ou de libre passage, elle exige sa restitution dans la mesure où celle-ci est nécessaire à l'octroi de prestations d'invalidité et de décès. A défaut de restitution, la SPES réduit à due concurrence le montant des prestations.
6. Lorsqu'en sa qualité de dernière institution de prévoyance connue, la SPES est provisoirement tenue de prendre en charge des prestations, le droit est limité aux exigences minimales de la LPP. Si, par la suite, il est établi de manière certaine que la SPES n'est pas tenue de verser les prestations, elle exige la restitution des prestations avancées.

7. Lorsque la SPES est tenue de verser des prestations à un assuré souffrant d'une maladie congénitale ou dont l'invalidité est intervenue avant sa majorité et qui, à la date de l'augmentation de son incapacité de gain, était assuré auprès de la SPES, ce droit se limite aux prestations minimales de la LPP.
8. La SPES peut exiger de l'invalidé ou des survivants du défunt la cession de leurs droits contre un tiers responsable de l'invalidité ou du décès, jusqu'à concurrence du montant des prestations dues par la SPES, ceci dans la mesure où la SPES n'est pas subrogée aux droits de l'assuré et de ses survivants. Elle est en droit de suspendre ses prestations aussi longtemps que cette cession n'est pas intervenue.
9. Si l'AVS/AI réduit, retire ou refuse une prestation parce que l'invalidité ou le décès de l'assuré a été provoqué par une faute grave de l'ayant droit, ou si l'assuré s'oppose à une mesure de réadaptation de l'AI, les prestations de la SPES sont réduites dans la mesure décidée par l'AVS/AI.
10. Le droit aux prestations ne peut être ni cédé, ni mis en gage aussi longtemps que celles-ci ne sont pas exigibles. La mise en gage dans le cadre de l'encouragement à la propriété du logement est toutefois réservée. Le droit aux prestations ne peut être compensé avec des créances cédées à la SPES par l'employeur que si ces créances ont pour objet des cotisations non déduites du salaire.
11. Les dispositions des articles 35a al. 2 et 41 LPP concernant la prescription des prestations sont applicables.
12. Lorsque la SPES reçoit une annonce officielle selon laquelle un assuré a négligé son obligation d'entretien, il doit appliquer les conditions de l'article 40 LPP en cas de versement en capital, versement en espèces, versement anticipé et mise en gage des prestations.
13. Lorsque l'assuré est marié, la SPES exige le consentement écrit du conjoint pour tout versement sous forme de capital ou de prestation de libre passage en espèces. Si ce consentement ne peut être obtenu, ou si le conjoint le refuse sans motif légitime, l'assuré peut en appeler au tribunal.

Art. 28 Surindemnisation et coordination avec d'autres assurances

1. La SPES réduit ses prestations dans la mesure où, ajoutées à d'autres revenus imputables, elles dépassent 100% du revenu dont on peut présumer que la personne est privée. Les prestations de retraite ne sont réduites que lorsqu'elles sont versées à la suite de prestations d'invalidité. Dans ce cas est déterminant le revenu de référence immédiatement avant l'âge réglementaire de la retraite.
2. Sont réputés revenus imputables toutes les prestations d'institutions d'assurances sociales en Suisse et à l'étranger, notamment de l'AVS, de l'AI, de l'assurance chômage, de l'assurance accident, de l'assurance militaire, de l'assurance indemnités journalières et d'autres institutions de prévoyance ou de libre passage, les prestations provenant de l'institution supplétive. Le revenu qu'un invalide continue à réaliser ou que l'on pourrait encore raisonnablement attendre de lui est également pris en considération.
3. Ne sont pas pris en compte: les allocations pour impotent, les indemnités pour atteinte à l'intégrité, les indemnités journalières financées entièrement par l'assuré, les prestations d'institutions d'assurance ou de prévoyance financées exclusivement par l'assuré et le revenu supplémentaire réalisé pendant la participation à des mesures de réinsertion de l'AI.
4. Les prestations dues au conjoint survivant et aux orphelins sont cumulées.
5. La réduction de prestations et le refus d'octroi de prestations opérés par l'assurance accidents ou l'assurance militaire ne sont pas compensés dans la mesure prévue:
 - a. à l'art. 25 OPP 2; et
 - b. aux articles 20 al. 2ter et 2quater LAA et 47 al. 1 LAM (atteinte de l'âge de la retraite).

Cet alinéa s'applique par analogie aux prestations étrangères.

6. Pour le calcul de surindemnisation, les prestations en capital sont transformées en rentes selon les conditions actuarielles de la SPES.
7. Si les prestations de la SPES sont réduites, elles le sont toutes dans la même proportion.
8. Le montant de la réduction est réexaminé lorsque la situation se modifie de façon importante.
9. La part des prestations assurées mais non versées reste acquise à la SPES.

Art. 29 Adaptation des rentes

1. Les rentes de survivants et d'invalidité, ainsi que les rentes de retraite sont adaptées à l'évolution des prix dans les limites des possibilités financières de la SPES. Le Conseil de fondation décide chaque année compte tenu des possibilités financières de la SPES si et dans quelle mesure les rentes doivent être adaptées. Il publie sa décision motivée dans les comptes annuels ou dans le rapport annuel.
2. Les rentes de divorce ne sont pas adaptées à l'évolution des prix.
3. Sont réservées les dispositions minimales de la LPP.

Prestations de la SPES – Applicables aux prêtres

Art. 30 Prestations assurées

1. La SPES assure aux prêtres, aux conditions énoncées ci-après:
 - a. une rente et un capital retraite;
 - b. une rente d'invalidité;
 - c. la libération des cotisations.
2. Le Conseil de fondation peut, dans certains cas (adoption, etc.), assimiler à des laïcs, des prêtres qui en feraient la demande. Les engagements de la SPES seront alors précisés dans la fiche d'assurance.

Prestations de retraite

Art. 31 Droit à la rente de retraite

1. Le droit à la rente de retraite réglementaire prend naissance au premier jour du mois suivant l'âge réglementaire de la retraite et s'éteint à la fin du mois au cours duquel le bénéficiaire décède.
2. L'assuré actif dont les rapports de travail prennent fin au cours des cinq années précédant l'âge réglementaire de la retraite est mis au bénéfice d'une rente de retraite anticipée, à moins qu'il ne demande que sa prestation de libre passage soit transférée à l'institution de prévoyance d'un nouvel employeur (article 51) ou à une institution de libre passage s'il s'annonce à l'assurance chômage.
3. Lorsqu'un assuré poursuit son activité lucrative au-delà de l'âge réglementaire de la retraite, la SPES diffère le paiement de la rente de retraite jusqu'à l'âge de 70 ans au plus tard, à moins que l'assuré demande le versement de sa rente. En cas de maintien partiel de l'activité lucrative, il peut demander d'être mis au bénéfice d'une rente de retraite partielle au sens de l'article 32, la réduction étant calculée en fonction du taux d'activité résiduel.

Art. 32 Retraite partielle

1. Dans les cinq ans qui précèdent l'âge de retraite réglementaire, l'assuré peut, d'entente avec l'Employeur, demander à être mis au bénéfice d'une rente partielle. Le taux de retraite correspond au rapport entre la diminution du taux d'activité et le taux d'activité avant diminution.
2. En cas de retraite partielle, l'avoir de vieillesse est divisé en deux parties, en fonction du taux de retraite partielle. Dès lors,
 - a. l'assuré est considéré comme un retraité pour la partie correspondant au taux de retraite;
 - b. l'assuré est considéré comme actif pour la part résiduelle.
3. L'assuré peut demander d'être mis au bénéfice d'une rente partielle supplémentaire une seconde fois si son taux d'activité résiduel est réduit de 30% par rapport à son taux d'activité résiduel.

Art. 33 Montant de la rente de retraite

1. Le montant annuel de la rente de retraite correspond à l'avoir de vieillesse constitué au début du versement de la rente, multiplié par le taux de conversion correspondant à l'âge de l'assuré (calculé en années et en mois) à cette date, en fonction de l'année civile au cours de laquelle la rente débute:

Age	2017		2018		2019		2020		Dès 2021	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
59	---	5.5	---	5.3	---	5.1	---	4.9	---	4.7
60	6.1	5.6	5.9	5.4	5.7	5.2	5.4	5.0	5.1	4.8
61	6.2	5.8	6.0	5.6	5.8	5.4	5.6	5.2	5.3	4.9
62	6.4	5.9	6.2	5.7	6.0	5.5	5.7	5.3	5.4	5.1
63	6.6	6.1	6.4	5.9	6.2	5.7	5.9	5.5	5.6	5.2
64	6.8	6.2	6.6	6.0	6.4	5.8	6.1	5.6	5.8	5.4
65	7.0	6.4	6.8	6.2	6.6	6.0	6.3	5.8	6.0	5.5
66	7.3	6.6	7.1	6.4	6.8	6.2	6.5	6.0	6.2	5.7
67	7.5	6.8	7.3	6.6	7.0	6.4	6.7	6.2	6.4	5.9
68	7.8	7.1	7.5	6.9	7.2	6.7	6.9	6.4	6.6	6.1
69	8.1	7.3	7.8	7.1	7.5	6.9	7.2	6.6	6.9	6.3
70	8.4	7.6	8.1	7.4	7.8	7.0	7.5	6.8	7.2	6.6

2. Pour les retraites au 1^{er} janvier, le taux applicable est celui de l'année précédente.

Art. 34 Capital-retraite

1. Sous réserve de l'article 21 alinéa 10, l'assuré actif peut exiger le paiement en capital de 25% au maximum de son avoir de vieillesse minimal LPP, à condition qu'il fasse connaître sa volonté trois mois à l'avance au moins. Le paiement en plusieurs tranches est exclu.
2. Avec le versement partiel du capital-retraite, le droit aux autres prestations de la SPES s'éteint dans la même proportion.
3. Lorsqu'une rente de retraite fait suite à une rente d'invalidité en application de l'article 35, le paiement en capital est exclu.

Prestations temporaires d'invalidité

Art. 35 Reconnaissance de l'invalidité

1. L'assuré qui est reconnu invalide par l'AI, est également reconnu invalide par la SPES dans la même mesure, pour autant qu'il ait été affilié à la SPES lorsqu'a débuté l'incapacité de travail dont la cause est à l'origine de l'invalidité.
2. La SPES peut, dans les 30 jours suivant la notification de la décision AI, recourir contre cette décision devant le tribunal compétent.
3. En cas de retraite anticipée, l'assuré ne peut plus être reconnu invalide par la SPES, à moins que le droit à une rente AI n'ait pris naissance avant la mise à la retraite.
4. En cas de modification du degré d'invalidité par l'AI, la SPES adapte le cas échéant la rente d'invalidité.
5. La SPES est tenue de verser une rente d'invalidité préalable, limitée aux prestations minimales selon la LPP, si l'institution de prévoyance débitrice des prestations n'est pas encore déterminée de manière définitive et si l'assuré a été affilié en dernier à la SPES. Si, par la suite, il est établi de manière définitive que la SPES n'est pas tenue de verser les prestations, elle exige, auprès de l'institution débitrice, la restitution des prestations avancées.

Art. 36 Droit à la rente d'invalidité

1. Le droit à la rente temporaire d'invalidité de la SPES prend naissance le jour de l'ouverture du droit à la rente AI, et s'éteint, sous réserve de l'article 39, le jour où cesse le droit à la rente AI, au plus tard toutefois au jour de la retraite réglementaire, l'assuré ayant droit, dès cette date, à la rente de retraite.
2. La rente temporaire d'invalidité de la SPES n'est toutefois pas servie aussi longtemps que l'assuré touche son salaire ou les indemnités qui en tiennent lieu, pour autant que ces dernières représentent 80% au moins du salaire, et qu'elles aient été financées par l'employeur à raison de 50% au moins.
3. La SPES alloue les rentes d'invalidité suivantes:

Taux d'invalidité selon l'AI	Taux d'invalidité de la SPES	Pourcentage résiduel
moins de 40%	0%	100%
dès 40%	25%	75%
dès 50%	50%	50%
dès 60%	75%	25%
dès 70%	100%	0%

4. Le taux d'invalidité de la SPES et le pourcentage résiduel sont utilisés pour le partage de l'avoir de vieillesse en cas d'invalidité partielle.
5. L'assuré au bénéfice d'une rente partielle d'invalidité de la SPES est traité comme:
 - a. un assuré invalide pour la part de son avoir de vieillesse multiplié par le taux d'invalidité de la SPES; et
 - b. un assuré actif pour la part de salaire cotisant correspondant au pourcentage résiduel.

Art. 37 Montant de la rente complète

1. Le montant annuel de la rente complète d'invalidité est égal à 55% du dernier salaire cotisant.
2. Si le dernier salaire cotisant a été réduit en raison d'une incapacité de gain due à une maladie ou un accident, le dernier salaire cotisant est celui qui était en vigueur avant le début de l'incapacité de gain.

Art. 38 Libération des cotisations

1. Le droit à la libération des cotisations commence et prend fin en même temps que le droit à la rente temporaire d'invalidité. En cas d'invalidité partielle, la libération des cotisations s'applique à la partie invalide du salaire cotisant, c'est-à-dire celui correspondant au taux d'invalidité de la SPES.
2. Pendant la libération des cotisations, les cotisations de l'assuré invalide et les cotisations de l'employeur pour cet assuré sont à charge de la SPES. L'avoir de vieillesse de l'assuré est crédité des bonifications de vieillesse déterminées sur la base du dernier salaire cotisant.
3. Si le dernier salaire cotisant a été réduit en raison d'une incapacité de gain due à une maladie ou un accident, le dernier salaire cotisant est celui qui était en vigueur avant le début de l'incapacité de gain.

Art. 39 Maintien provisoire de l'assurance et du droit aux prestations

1. L'assurance et le droit aux prestations sont maintenus:
 - a. pendant trois ans si la rente AI est réduite ou supprimée du fait de l'abaissement du taux d'invalidité après avoir participé à des mesures de nouvelle réadaptation ou du fait de la reprise d'une activité lucrative ou d'une augmentation du taux d'activité, ou
 - b. aussi longtemps que l'assuré perçoit une prestation transitoire de l'AI.
2. Pendant la période de maintien de l'assurance et du droit aux prestations, la SPES peut réduire ses prestations d'invalidité jusqu'à concurrence du montant des prestations d'invalidité correspondant au taux d'invalidité réduit de l'assuré, pour autant que la réduction des prestations soit compensée par un revenu supplémentaire réalisé par l'assuré.
3. La disposition finale de la modification du 18.03.2011 de la Loi sur l'assurance invalidité demeure réservée.

Prestations de la SPES – Applicables aux laïcs

Art. 40 Prestations assurées

1. La SPES assure aux laïcs, aux conditions énoncées ci-après:
 - a. une rente et un capital retraite;
 - b. une rente d'invalidité;
 - c. la libération des cotisations;
 - d. une rente de conjoint survivant;
 - e. une rente d'enfant.
2. Pour les prestations de retraite et d'invalidité de la SPES, les dispositions des articles 31 à 39 s'appliquent par analogie également aux laïcs, excepté les taux de conversion qui sont les suivants:

Age	2017		2018		2019		2020		Dès 2021	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
59	---	5.4	---	5.2	---	5.0	---	4.8	---	4.6
60	5.3	5.5	5.1	5.3	4.9	5.1	4.7	4.9	4.5	4.7
61	5.5	5.7	5.3	5.5	5.1	5.3	4.9	5.1	4.6	4.8
62	5.6	5.8	5.4	5.6	5.2	5.4	5.0	5.2	4.7	5.0
63	5.7	6.0	5.5	5.8	5.3	5.6	5.1	5.4	4.8	5.1
64	5.8	6.1	5.6	5.9	5.4	5.7	5.2	5.5	5.0	5.3
65	6.0	6.3	5.8	6.1	5.6	5.9	5.4	5.7	5.1	5.4
66	6.2	6.5	6.0	6.3	5.8	6.1	5.5	5.9	5.2	5.6
67	6.3	6.7	6.1	6.5	5.9	6.3	5.7	6.1	5.4	5.8
68	6.5	6.9	6.3	6.7	6.1	6.5	5.9	6.3	5.6	6.0
69	6.7	7.2	6.5	7.0	6.3	6.8	6.1	6.5	5.8	6.2
70	6.9	7.4	6.7	7.2	6.5	7.0	6.3	6.7	6.0	6.4

Rente de conjoint survivant

Art. 41 Droit à la rente de conjoint survivant

1. Lorsqu'un assuré marié décède, son conjoint survivant a droit à une rente de conjoint.
2. Le droit à la rente de conjoint prend naissance le premier jour du mois suivant le décès de l'assuré, mais au plus tôt quand cesse le droit au plein salaire. Il s'éteint à la fin du mois au cours duquel le bénéficiaire décède ou se remarie.
3. En cas de remariage, le conjoint survivant a droit à un versement unique égal à trois rentes annuelles de conjoint survivant. Ce versement met fin à tous droits du conjoint survivant contre la SPES.

Art. 42 Montant de la rente de conjoint survivant

1. Le montant annuel de la rente de conjoint est égal:
 - a. si le conjoint défunt était actif: à 60% de la rente d'invalidité assurée;
 - b. si le conjoint défunt était invalide ou retraité: à 60% de la rente d'invalidité ou de retraite assurée au jour de son décès.

Rente d'enfant

Art. 43 Bénéficiaires

1. Lorsqu'un assuré est mis au bénéfice de la rente d'invalidité ou de retraite de la SPES, il a droit à une rente d'enfant pour chacun de ses enfants.
2. Lorsqu'un assuré décède, chacun de ses enfants a droit à une rente d'enfant.
3. Sont considérés comme enfants pour l'application du présent règlement, les enfants au sens du CC, ainsi que les enfants recueillis à l'entretien desquels l'assuré contribue (ou contribuait au jour de son décès) de manière prépondérante.

Art. 44 Droit à la rente d'enfant

1. Le droit à la rente d'enfant prend naissance le jour où débute le service de la rente d'invalidité ou de retraite, ou le premier jour du mois suivant le décès, mais au plus tôt dès que le droit au plein salaire du défunt prend fin, et s'éteint à la fin du mois au cours duquel l'enfant atteint l'âge de 18 ans.
2. Pour les enfants considérés en formation selon les directives sur les rentes de l'AVS ou qui sont invalides à raison de 70% au moins, le droit à la rente d'enfant s'éteint à la fin des études, de l'apprentissage ou de l'invalidité, mais au plus tard à la fin du mois au cours duquel ils atteignent l'âge de 25 ans.
3. Lorsqu'un enfant bénéficiaire de rentes décède, le droit à la rente d'enfant cesse à la fin du mois du décès.

Art. 45 Montant de la rente d'enfant

1. Le montant annuel de la rente d'enfant est égal:
 - a. si l'assuré est invalide ou retraité: à 20% de la rente d'invalidité ou de retraite assurée au jour de son décès;
 - b. si l'assuré défunt était actif: à 20% de la rente d'invalidité assurée au jour de son décès;
 - c. si l'assuré défunt était invalide ou retraité: à 20% de la rente d'invalidité ou de retraite assurée au jour de son décès.
2. Le montant annuel de la rente d'enfant est doublé pour les enfants dont le père et la mère sont décédés.
3. Les dispositions de l'article 47 sont réservées.

Prestations liées au divorce

Art. 46 Décès d'un assuré divorcé

1. Lorsqu'un assuré divorcé décède, son conjoint divorcé survivant a droit à une rente de conjoint divorcé pour autant qu'il remplisse les deux conditions cumulatives suivantes:
 - a. une rente lui a été octroyée lors du divorce en vertu de l'article 124e al. 1 ou 126 al. 1 CC;
 - b. il avait été marié pendant 10 ans au moins avec le défunt.
2. Le droit à la rente de conjoint divorcé prend naissance le premier jour du mois qui suit le décès de l'assuré, mais au plus tôt quand cesse le droit au plein salaire. Il s'éteint à la fin du mois au cours duquel le bénéficiaire décède ou se remarie, au plus tard toutefois lorsque le droit à la rente selon le jugement de divorce aurait pris fin.

3. Le montant annuel de la rente de conjoint divorcé est égal à la prestation d'entretien dont il est privé, sous déduction des prestations éventuellement servies par d'autres assurances, en particulier par l'AVS/AI. La rente allouée au conjoint divorcé correspond au maximum au montant de la rente minimale LPP du conjoint survivant.
4. Le versement d'une rente de conjoint divorcé ne modifie en rien les droits du conjoint survivant de l'assuré défunt.

Art. 47 Divorce

1. La SPES n'exécute que des décisions définitives et exécutoires rendues par des tribunaux suisses. Elle verse dans tous les cas les prestations minimales selon la LPP et la LFLP.
2. Lorsqu'un assuré actif est appelé à partager sa prestation de prévoyance, la SPES procède comme suit:
 - a. Pour réaliser le transfert de la part de la prestation de libre passage, l'avoir de vieillesse est diminué du montant arrêté par le tribunal. Les prestations retraite de l'assuré qui en découlent sont réduites en conséquence. Les prestations décès et invalidité, indépendantes de l'avoir de vieillesse, demeurent inchangées.

Tous les comptes de l'assuré, y compris l'avoir de vieillesse minimum LPP est réduit en proportion de la part transférée par rapport à la prestation de libre passage totale au jour du divorce.

- b. En cas de retraite au cours de la procédure de divorce, la SPES réduit les prestations retraite déjà versées pour moitié à charge du conjoint créancier et pour moitié à charge de l'assuré en réduisant:
 - le montant dû au conjoint créancier dans le cadre du partage de la prévoyance;
 - la rente de retraite en cours de l'assuré.
- La différence entre le montant de la rente versée et celui de la rente réduite de l'assuré est compensée par une seconde réduction qui s'opère sur la rente en cours.
- c. Le montant arrêté par le tribunal est versé à l'institution de prévoyance du conjoint créancier, sur un compte de libre passage ou à l'institution supplétive. Il est versé en espèces si le conjoint créancier est bénéficiaire d'une rente de retraite.

3. Lorsqu'un assuré invalide est appelé à partager sa prestation de prévoyance, la SPES procède comme suit:
 - a. Pour réaliser le transfert de la part de la prestation de libre passage, l'avoir de vieillesse est diminué du montant arrêté par le tribunal. Les prestations retraite de l'assuré qui en découlent sont réduites en conséquence. Les prestations décès et invalidité, indépendantes de l'avoir de vieillesse, demeurent inchangées.
- Tous les comptes de l'assuré, y compris l'avoir de vieillesse minimum LPP est réduit en proportion de la part transférée par rapport à la prestation de libre passage totale au jour du divorce.
- b. Le partage de la prévoyance n'a pas d'incidence sur les prestations invalidité (rente d'invalidité en cours, libération des cotisations, rentes d'enfant d'invalide).
 - c. En cas de retraite au cours de la procédure de divorce, la SPES réduit les prestations retraite versées en trop pour moitié à charge du conjoint créancier et pour moitié à charge de l'assuré en réduisant:
 - le montant dû au conjoint créancier dans le cadre du partage de la prévoyance;
 - la rente de retraite en cours de l'assuré.

- d. En cas de réduction de la rente d'invalidité pour raison de surindemnisation à la suite de la coordination avec l'assurance maladie, l'assurance accidents et l'assurance militaire, l'avoit de vieillesse réglementaire ne peut pas être réduit sauf si la surassurance est due au versement de rentes d'enfant.
 - e. Le montant arrêté par le tribunal est versé à l'institution de prévoyance du conjoint créancier, sur un compte de libre passage ou à l'institution supplétive. Il est versé en espèces si le conjoint créancier est bénéficiaire d'une rente de retraite.
4. Lorsqu'un assuré retraité (y compris les anciens bénéficiaires de rentes d'invalidité) est appelé à partager sa prestation de prévoyance, la SPES procède comme suit:
 - a. La rente de retraite en cours de l'assuré est réduite du montant arrêté par le tribunal.
 - b. La part de la réduction est convertie selon article 19h OLP en rente viagère versée en faveur du conjoint créancier (rente de divorce);
 - c. La réduction de la rente de retraite n'a pas d'incidences sur les éventuelles rentes d'enfant de retraité en cours ou les éventuelles rentes d'orphelin qui y font suite en cas de décès de l'assuré retraité; en revanche, les nouvelles rentes d'enfant de retraité ou rentes d'orphelin en cas de décès de l'assuré retraité sont déterminées sur la base de la rente de retraite réduite.
 - d. Les rentes viagères de divorce sont versées:
 - au conjoint créancier s'il est au bénéfice d'une rente de retraite ou s'il est âgé de plus de 58 ans et qu'il en fait la demande;
 - à l'institution de prévoyance du conjoint créancier s'il est actif ou invalide;
 - sur un compte de libre passage ou à l'institution supplétive si le conjoint créancier n'est pas affilié à une institution de prévoyance ou que le transfert est impossible.
 5. Les rentes viagères à verser à un conjoint créancier actif ou invalide peuvent être converties en capital avec l'accord du conjoint créancier. La SPES verse alors la valeur actuelle de la rente viagère déterminée selon les bases techniques de la SPES, sous la forme d'une prestation de libre passage (cf. annexe, chiffre 4). La SPES propose au conjoint créancier d'opter pour un versement unique en lieu et place de la rente de divorce.
 6. Le droit à la rente de divorce prend fin au décès du conjoint créancier. Aucune autre prestation n'est due après le décès.
 7. Les assurés actifs dont l'avoit de vieillesse a été diminué dans le cadre d'un divorce peuvent en tout temps augmenter leur avoit au moyen de rachats personnels. Les limitations éventuelles de rachat selon article 21 ne s'appliquent pas. Toutefois, ces rachats ne peuvent pas dépasser le montant transféré dans le cadre du divorce. La SPES alimente l'avoit de vieillesse minimum LPP proportionnellement.
 8. Les assurés invalides et les assurés retraités ne peuvent pas compenser la diminution de leur prestation par des rachats personnels.
 9. Lorsqu'un assuré actif est mis au bénéfice d'une prestation compensatoire de divorce (capital ou rente), la SPES utilise les montants reçus comme un apport de libre passage pour un assuré actif. L'avoit de vieillesse minimum LPP est augmenté selon les informations transmises pas l'institution de prévoyance du conjoint débiteur. L'assuré actif en âge de retraite anticipée ne peut exiger le versement en espèces de rentes ou d'un capital qu'après de l'institution de prévoyance de son ex-conjoint débiteur.
 10. Lorsqu'un assuré invalide est mis au bénéfice d'une prestation compensatoire de divorce (capital ou rente), la SPES porte les montants reçus en augmentation de l'avoit de vieillesse. L'avoit de vieillesse minimum LPP est augmenté selon les informations transmises pas l'institution de prévoyance du conjoint débiteur. L'assuré invalide ne peut exiger le versement en espèces de rentes ou d'un capital qu'après de l'institution de prévoyance de son ex-conjoint débiteur.

11. Lorsqu'un assuré retraité est mis au bénéfice d'une prestation compensatoire de divorce, les montants reçus sont restitués à l'institution de prévoyance du conjoint débiteur et n'ont pas d'impact sur les prestations selon le règlement de la SPES. L'assuré doit alors demander à l'institution de prévoyance du conjoint débiteur de lui verser directement les montants dus.
12. En cas de divorce, la SPES communique à l'assuré ou au tribunal, sur demande, les informations prévues aux articles 24 LFLP et 19k OLP.
13. Sur demande de l'assuré ou du tribunal, la SPES examine un projet de partage de la prévoyance et prend position par écrit (déclaration de faisabilité).
14. En cas de transfert d'un partage de la prévoyance dans le cadre du divorce, la SPES communique en outre à la nouvelle institution de prévoyance la part de la prestation de sortie selon article 15 LPP.
15. Le cas des assurés actifs partiels, invalides partiels ou retraités partiels est traité par analogie. Si le tribunal ne précise pas la répartition du transfert à effectuer, la SPES prélève le montant transféré d'abord auprès de l'assuré actif partiel.

Prestations de la SPES – Applicables aux prêtres et aux laïcs

Prestation de libre passage

Art. 48 Fin des rapports de service avant le 1^{er} janvier suivant le 24^{ème} anniversaire

1. L'assuré dont les rapports de service prennent fin avant le 1^{er} janvier suivant son 24^{ème} anniversaire n'a pas droit à une prestation de libre passage.
2. Les cotisations qu'il a personnellement versées sont considérées dans leur totalité comme ayant été utilisées pour la couverture des risques d'invalidité, de décès et des frais.
3. Si l'assuré a fait un apport de libre passage avant le 1^{er} janvier suivant le 24^{ème} anniversaire, cet apport donne droit à une prestation de libre passage.

Art. 49 Droit à la prestation de libre passage

1. L'assuré dont les rapports de service prennent fin avant l'ouverture du droit à la rente de retraite anticipée et pour un motif autre que l'invalidité ou le décès, a droit à une prestation de libre passage. Les dispositions de l'article 31 alinéa 4 demeurent réservées.
2. L'assuré dont les rapports de service prennent fin après l'ouverture du droit à la rente de retraite anticipée et pour un motif autre que l'invalidité ou le décès peut demander le versement d'une prestation de libre passage si cette prestation de libre passage est transférée à l'institution de prévoyance d'un nouvel employeur ou à une institution de libre passage lorsqu'il devient indépendant ou s'annonce à l'assurance chômage.
3. L'assuré dont la rente AI est réduite ou supprimée en raison de l'abaissement de son taux d'invalidité a droit à une prestation de libre passage à la fin du maintien provisoire de l'assurance et du droit aux prestations prévu à l'article 39 alinéa 1.
4. La prestation de libre passage est exigible lorsque cessent les rapports de service. Elle porte intérêt au taux minimal LPP dès cette date. Si la SPES ne transfère pas la prestation échue dans les 30 jours après avoir reçu toutes les informations nécessaires, un intérêt moratoire est dû à partir de ce moment-là.

Art. 50 Montant de la prestation de libre passage

1. Le montant de la prestation de libre passage est égal au montant de l'avoir de vieillesse de l'assuré constitué au jour de la fin des rapports de service.
2. La prestation de libre passage est au moins égale au montant minimal selon l'article 17 LFLP, à savoir: la somme des rachats (prestations de libre passage et apports personnels) avec intérêts au taux minimal LPP, additionnée des cotisations de l'assuré sans intérêts et majorées de 4% par année d'âge suivant la 20^{ème} année, mais de 100% au plus.

Si la SPES présente un découvert technique et que le taux d'intérêt crédité à l'avoir de vieillesse décidé par le Conseil de fondation est inférieur au taux d'intérêt minimal LPP, ce taux d'intérêt est déterminant pour le calcul du montant minimal selon l'article 17 LFLP.

Art. 51 Affectation de la prestation de libre passage

1. Lorsque les rapports de service sont résiliés, l'employeur doit en informer sans retard la SPES et lui faire savoir si la résiliation est due à des motifs de santé.
2. La SPES établit un décompte de la prestation de libre passage à l'intention de l'assuré et de la nouvelle institution de prévoyance. Sur le décompte figurent le calcul de la prestation de sortie, le montant minimum, ainsi que l'avoir de vieillesse dont disposait l'assuré au moment de la sortie, du mariage ou de l'enregistrement du partenariat.

3. La SPES invite l'assuré à lui communiquer les renseignements nécessaires quant à l'affectation de la prestation de libre passage et l'informe des possibilités légales et réglementaires du maintien de la couverture de prévoyance.
4. Si l'assuré entre au service d'un nouvel employeur, la prestation de libre passage est transférée à l'institution de prévoyance de ce dernier selon les indications fournies à la SPES par l'assuré.
5. Si l'assuré n'entre pas au service d'un nouvel employeur, il peut choisir entre la conclusion d'une police de libre passage ou l'ouverture d'un compte de libre passage.
6. Si l'assuré ne communique pas les indications nécessaires quant à l'affectation de la prestation de libre passage, la SPES verse le montant de la prestation de libre passage à l'institution supplétive, au plus tôt six mois et au plus tard deux ans après la fin des rapports de service.
7. L'article 52 est réservé.

Art. 52 Paiement en espèces

1. Sous réserve de l'article 21 alinéa 10, l'assuré peut exiger le paiement en espèces de sa prestation de libre passage:
 - a. lorsqu'il quitte définitivement l'espace économique comprenant la Suisse et le Liechtenstein;
 - b. lorsqu'il s'établit à son propre compte et n'est plus soumis à la prévoyance professionnelle obligatoire;
 - c. lorsque le montant de la prestation de libre passage est inférieur à celui de la cotisation annuelle de l'assuré en vigueur au jour de la fin des rapports de service.
2. En cas de départ vers un des états membres de l'Union européenne ou de l'AELE et si l'assuré continue à être soumis à une assurance obligatoire contre les risques de vieillesse, de décès et d'invalidité dans son nouvel état, le minimum LPP de sa prestation de libre passage ne peut être versé en espèces. Il est versé sur un compte de libre passage ou une police de libre passage en Suisse.
3. Le Conseil de fondation est habilité à exiger toutes preuves qu'il juge utile et à différer le paiement jusqu'à leur présentation.

Encouragement à la propriété du logement

Art. 53 Versement anticipé

1. Sous réserve de l'article 21 alinéa 10, l'assuré actif peut, au plus tard trois ans avant l'âge réglementaire de la retraite, demander le versement anticipé de ses fonds de prévoyance pour financer la propriété d'un logement pour ses propres besoins. L'assuré doit produire les pièces justificatives idoines.
2. Les fonds de prévoyance peuvent être utilisés pour acquérir ou construire un logement en propriété, acquérir des participations à la propriété d'un logement ou rembourser des prêts hypothécaires.
3. Le versement anticipé ne peut intervenir qu'avec le consentement écrit du conjoint.
4. Jusqu'à l'âge de 50 ans, la totalité de la prestation de libre passage peut être retirée. Ensuite, seule la moitié de la prestation de libre passage peut être retirée, au moins toutefois le montant de la prestation de libre passage à laquelle l'assuré avait droit à 50 ans.
5. Le montant minimal du versement anticipé est de CHF 20'000. Un versement anticipé ne peut être demandé que tous les cinq ans.

6. Lorsque les conditions pour le retrait sont réunies, la SPES dispose d'un délai de six mois pour effectuer le versement. Tant et aussi longtemps que la SPES est en découvert au sens de la LPP, elle peut limiter le versement anticipé dans le temps et en limiter le montant ou refuser tout versement s'il est utilisé pour rembourser des prêts hypothécaires. Dans ce cas, la SPES informe par écrit la personne assurée subissant une limitation ou un refus du versement, de l'étendue et de la durée de la mesure.
7. Le versement anticipé entraîne une réduction de l'avoir de vieillesse constitué et des prestations qui en découlent.

Tous les comptes de l'assuré tenus par la SPES, y compris l'avoir de vieillesse minimum LPP, sont également réduits proportionnellement.
8. L'assuré peut en tout temps rembourser le montant retiré pour financer son logement, au plus tard trois ans avant l'âge réglementaire de la retraite, pour autant qu'il ne soit pas au bénéfice de prestations de retraite anticipée de la SPES, ou jusqu'à la survenance d'un autre cas de prévoyance ou encore jusqu'au paiement en espèces de la prestation de libre passage. Le montant minimal d'un remboursement est de CHF 20'000.-.
9. L'assuré doit rembourser le montant retiré pour financer son logement si le logement est vendu ou si des droits équivalant économiquement à une aliénation sont concédés sur le logement. Les héritiers doivent rembourser le montant retiré si aucune prestation de prévoyance n'est exigible au décès de l'assuré.
10. L'avoir de vieillesse est augmenté du montant remboursé. L'avoir de vieillesse minimum LPP est augmenté proportionnellement selon le calcul établi au jour du versement anticipé.
11. Le versement anticipé est assujéti à l'impôt en tant que prestation en capital provenant de la prévoyance. En cas de remboursement du versement anticipé, l'assuré peut exiger que, pour le montant correspondant, les impôts payés lors du versement anticipé lui soient remboursés. De tels remboursements ne peuvent pas être déduits lors du calcul du revenu imposable.
12. Pour le surplus, les dispositions du droit fédéral sur l'encouragement à la propriété du logement sont applicables.

Art. 54 Mise en gage

1. L'assuré actif peut, jusqu'à trois ans avant l'âge réglementaire de la retraite mettre en gage ses fonds de prévoyance et/ou le droit à ses prestations de prévoyance pour financer la propriété d'un logement pour ses propres besoins.
2. Les fonds de prévoyance peuvent être mis en gage afin d'acquérir ou construire un logement en propriété ou d'acquérir des participations à la propriété d'un logement.
3. La mise en gage ne peut intervenir qu'avec le consentement écrit du conjoint.
4. Jusqu'à l'âge de 50 ans, la totalité de la prestation de libre passage peut être mise en gage. Ensuite, seule la moitié de la prestation de libre passage peut être mise en gage, au moins toutefois le montant de la prestation de libre passage à laquelle l'assuré avait droit à 50 ans.
5. Pour que la mise en gage soit valable, la SPES doit en être avisée par écrit.
6. Le consentement écrit du créancier gagiste est nécessaire pour le paiement en espèces (article 52), le paiement de prestations de prévoyance et le versement dans le cadre d'un divorce.
7. Si le gage doit être réalisé, les dispositions relatives au versement anticipé s'appliquent par analogie.
8. Pour le surplus, les dispositions du droit fédéral sur l'encouragement à la propriété du logement sont applicables.

Administration de la SPES

Art. 55 Composition du Conseil de fondation

1. Le Conseil de fondation, institué conformément à l'article 7 des statuts de la SPES, est l'organe directeur de cette dernière.
2. Il se compose de 4 à 10 membres, dont la moitié au moins doit être désignée par les assurés.

Art. 56 Constitution du Conseil de fondation, réunion et décisions

1. Le Conseil de fondation se constitue lui-même. Il désigne, parmi ses membres, le président, le vice-président et le secrétaire.
2. Il désigne les membres dont la signature collective à deux engage valablement la SPES.
3. Il se réunit obligatoirement au moins une fois par année. Il est convoqué à l'initiative du président au moins 20 jours à l'avance avec indication de l'ordre du jour. Deux membres du Conseil de fondation peuvent également demander sa réunion.
4. Les décisions du Conseil de fondation sont prises à la majorité simple des membres présents au nombre desquels ne sont pas comptées les personnes qui s'abstiennent. En cas d'égalité des voix, l'Ordinaire du Diocèse départage.
5. Le secrétaire du Conseil de fondation tient le procès-verbal des délibérations et décisions.
6. La SPES veille à la formation initiale et continue des membres du Conseil de fondation de façon qu'ils puissent assumer pleinement leurs tâches de direction.

Art. 57 Attributions, complétences du Conseil de fondation

1. Le Conseil de fondation administre, gère la SPES et remplit les tâches légales qui lui sont dévolues en application de la LPP et de ses ordonnances. Il a toutes les compétences et exécute les tâches qui ne relèvent pas d'un autre organe, en particulier:
 - a. l'établissement des règlements d'application, des statuts et leurs modifications;
 - b. le placement de la fortune, en respectant les prescriptions fédérales et cantonales en la matière.
2. Il envoie chaque année, aux assurés et à l'employeur, un rapport écrit de gestion ainsi que les comptes du dernier exercice.
3. Il peut, sous sa propre responsabilité, déléguer certaines attributions à un ou plusieurs de ses membres, à une commission de placements et de gestion, à du personnel de l'employeur ou à des tiers, pour procéder à tous actes d'administration et de gestion courants. Ces délégations de pouvoir doivent être définies par écrit et sont révocables en tout temps.

Art. 58 Assemblée générale des Employeurs et des assurés

1. L'assemblée générale est composée des assurés et des Employeurs présents.

Art. 59 Réunion et décisions de l'assemblée générale

1. L'assemblée générale est convoquée par le Conseil de fondation au moins chaque quatre ans. Le cinquième des assurés ou des Employeurs peut en demander la convocation par le Conseil de fondation en indiquant les motifs par écrit.
2. L'assemblée générale prend ses décisions à la majorité simple des assurés ou des Employeurs présents, au nombre desquels ne sont pas comptées les personnes qui s'abstiennent.

Art. 60 Attributions, compétences de l'assemblée générale

1. L'assemblée générale prend connaissance des rapports annuels du Conseil de fondation et de l'organe de révision ainsi que des comptes et donne son avis. Elle est consultée lors d'une modification du but et d'une éventuelle dissolution de la SPES.
2. Les assurés et les Employeurs nomment le Conseil de fondation chaque quatre ans et le révoquent selon la procédure définie à l'article 7 des statuts.

Art. 61 Comptes et organe de révision

1. Les comptes de la SPES sont arrêtés au 31 décembre de chaque année.
2. L'organe de révision désigné par le Conseil de fondation vérifie:
 - a. si les comptes annuels et les comptes de vieillesse sont conformes aux dispositions légales;
 - b. si l'organisation, la gestion et les placements sont conformes aux dispositions légales et réglementaires;
 - c. si les mesures destinées à garantir la loyauté dans l'administration de la fortune ont été prises et si le respect du devoir de loyauté est suffisamment contrôlé par le Conseil de fondation;
 - d. si les fonds libres ou les participations aux excédents résultant des contrats d'assurance ont été utilisés conformément aux dispositions légales et réglementaires;
 - e. si, en cas de découvert, la SPES a pris les mesures nécessaires pour résorber ce dernier dans un délai raisonnable;
 - f. si les indications et informations exigées par la loi ont été communiquées à l'autorité de surveillance;
 - g. si l'article 51c LPP a été respecté.
3. L'organe de révision consigne chaque année, dans un rapport qu'il adresse au Conseil de fondation, les constatations faites dans le cadre de ses vérifications. Ce rapport atteste le respect des dispositions concernées, avec ou sans réserves, et contient une recommandation concernant l'approbation ou le refus des comptes annuels. Ceux-ci doivent être joints au rapport.
4. L'organe de révision commente au besoin les résultats de ses vérifications à l'intention du Conseil de fondation.

Art. 62 Expert agréé en matière de prévoyance professionnelle

1. L'expert agréé en matière de prévoyance professionnelle désigné par le Conseil de fondation détermine périodiquement:
 - a. si la SPES offre la garantie qu'elle peut remplir ses engagements;
 - b. si les dispositions réglementaires de nature actuarielle et relatives aux prestations et au financement sont conformes aux prescriptions légales.
2. L'expert doit en outre vérifier que les mesures de sécurité adoptées par la SPES sont suffisantes.
3. Il soumet des recommandations au Conseil de fondation concernant notamment:
 - a. le niveau du taux d'intérêt technique et des autres bases techniques;
 - b. les mesures à prendre en cas de découvert.
4. Si le Conseil de fondation ne suit pas les recommandations de l'expert en matière de prévoyance professionnelle et qu'il s'avère que la sécurité de la SPES est compromise, l'expert en informe l'autorité de surveillance.

Art. 63 Responsabilité, discrétion

1. Les personnes chargées de l'administration, de la gestion et du contrôle de la SPES, ainsi que l'expert agréé, répondent du dommage qu'ils lui causent intentionnellement ou par négligence. La responsabilité de l'organe de révision est régie par l'article 755 du CO.
2. Les personnes visées à l'alinéa 1 sont tenues d'observer le secret sur tous les faits et informations de caractère confidentiel dont elles ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions et qui touchent soit la SPES, soit l'employeur, soit des assurés. Elles restent soumises à cette obligation même après la cessation de leurs fonctions.
3. L'employeur est responsable des dommages qui pourraient être causés à la SPES en raison de la non communication des renseignements nécessaires à cette dernière (en particulier: affiliation de nouveaux salariés, salaires, modifications de salaire, départs, etc.).

Art. 64 Mesures en cas de découvert

1. En cas de découvert au sens de l'article 44 OPP 2, le Conseil de fondation prend en collaboration avec l'expert en matière de prévoyance professionnelle les mesures adéquates pour résorber le découvert. Si besoin est, la rémunération des avoires de vieillesse, le financement et les prestations sont adaptés aux fonds disponibles. Il est tenu compte du principe de proportionnalité. Tant et aussi longtemps que la SPES est en découvert, il peut refuser tout versement anticipé pour l'encouragement à la propriété du logement s'il est utilisé pour rembourser des prêts hypothécaires.
2. Si les mesures définies à l'alinéa 1 ne permettent pas d'atteindre l'objectif, la SPES peut, sous réserve des principes de proportionnalité et de subsidiarité, prélever auprès des assurés, de l'employeur et des bénéficiaires de rentes des cotisations destinées à résorber le découvert. La cotisation de l'employeur doit être au moins égale à la somme des cotisations des assurés. Le prélèvement d'une cotisation auprès des bénéficiaires de rentes n'est autorisé que sur la part de la rente qui, durant les 10 dernières années précédant l'introduction de la mesure, a résulté d'augmentations qui n'étaient pas prescrites par des dispositions légales ou réglementaires et qui ne concerne pas les prestations minimales LPP. Le montant de la rente établi lors de la naissance du droit à la rente est garanti. La cotisation des bénéficiaires de rente est déduite des rentes en cours.

La cotisation d'assainissement n'est pas prise en compte pour le calcul du montant minimum de la prestation de libre passage.

3. Si les mesures prévues à l'alinéa 2 se révèlent insuffisantes, la SPES peut décider d'appliquer tant que dure le découvert, mais au plus durant cinq ans, une rémunération inférieure au taux minimal LPP. La réduction s'élève au plus à 0.5%.
4. L'employeur peut en cas de découvert verser des contributions sur un compte séparé de "réserves de cotisations d'employeur incluant une déclaration de renonciation à leur utilisation" et également transférer sur ce compte des avoires provenant des réserves ordinaires de cotisations d'employeur. L'employeur et la SPES concluent à cet effet un accord écrit. Les contributions ne peuvent pas être supérieures au montant du découvert et ne produisent pas d'intérêts. Les réserves de cotisations d'employeur incluant une déclaration de renonciation à leur utilisation sont maintenues aussi longtemps que dure le découvert.
5. Si un découvert au sens de l'article 44 OPP 2 existe, le Conseil de fondation informe l'autorité de surveillance, l'employeur, les assurés et les bénéficiaires de rentes:
 - a. de l'existence du découvert, notamment de son importance et de ses causes;
 - b. des mesures prises en collaboration avec l'expert en matière de prévoyance professionnelle afin de résorber le découvert et du délai dans lequel il prévoit que le découvert pourra être résorbé;
 - c. de la mise en œuvre du concept de mesures et de l'efficacité des mesures appliquées.

Dispositions transitoires et finales

Dispositions transitoires

Art. 65 Invalides et garantie des rentes en cours au 31.12.2016

1. Les taux de conversion pour déterminer la rente de retraite à l'âge réglementaire de la retraite figurant dans le présent règlement sont applicables également aux invalides en cours.
2. L'entrée en vigueur du règlement de prévoyance au 01.01.2017 n'a pas d'effet sur le montant des rentes en cours au 31.12.2016.

Art. 66 Garantie des prestations risques

1. Pour les assurés cotisants présents au 31.12.2016, les rentes d'invalidité, de conjoint survivant, d'enfants d'invalides et d'orphelin assurées dès le 01.01.2017 sont au moins égales, en francs, aux prestations assurées au 31.12.2016, conformément au règlement de prévoyance en vigueur à cette date.
2. Le montant des prestations garanties en francs est adapté à la baisse en cas de versement anticipé suite à un divorce ou à une accession à la propriété du logement. La garantie n'est pas adaptée en cas de remboursement.
3. Le montant des prestations garanties en francs est adapté à la baisse en cas de diminution de salaire ou du taux d'activité. La garantie n'est pas adaptée en cas de modification à la hausse du salaire ou du taux d'activité.
4. La réduction des prestations risques en francs est réalisée en proportion de la diminution de l'avoir de vieillesse projeté avec intérêts (différence entre l'avoir de vieillesse projeté avec intérêts avant le retrait ou la diminution de salaire et l'avoir de vieillesse projeté après le retrait ou la diminution de salaire).

Dispositions finales

Art. 67 Information de l'assuré

1. La SPES remet à chaque assuré, lors de son affiliation, puis lors de toute modification de ses conditions d'assurance, ainsi qu'en cas de mariage, mais au moins une fois par année, une fiche d'assurance.
2. La fiche d'assurance renseigne l'assuré sur ses conditions individuelles d'assurance, notamment sur les montants suivants: les prestations assurées, le salaire cotisant, les cotisations, la prestation de libre passage. En cas de divergence entre la fiche d'assurance et le présent règlement, ce dernier fait foi.
3. Au moins une fois par année, la SPES informe en outre chaque assuré, dans une forme appropriée, sur l'organisation et le financement de la SPES et sur la composition du Conseil de fondation.
4. Sur demande, la SPES remet aux assurés un exemplaire des comptes annuels et du rapport annuel et les informe sur le rendement du capital, l'évolution du risque actuariel, les frais d'administration, les principes de calcul du capital de couverture, les provisions supplémentaires et le degré de couverture.

Art. 68 Modification du règlement

1. Le Conseil de fondation peut en tout temps procéder à la modification du présent règlement.

Art. 69 Interprétation

1. Tous les cas non expressément prévus par le présent règlement seront tranchés par le Conseil de fondation, qui prendra ses décisions en se référant à l'esprit des statuts et du règlement de la SPES, à la LREE, ainsi qu'aux dispositions légales relatives à la prévoyance professionnelle vieillesse survivants et invalidité.

Art. 70 Contestations

1. Toute contestation relative à l'interprétation, à l'application ou à la non-application des dispositions du présent règlement est du ressort des tribunaux compétents au siège ou domicile suisse du défendeur, ou au lieu de l'exploitation en Suisse dans laquelle l'assuré a été engagé.

Art. 71 Versions

1. Le présent règlement est rédigé en langue française. Il peut être traduit en d'autres langues.
2. S'il y a divergence entre la version en langue française et la traduction en d'autres langues, la version française fait foi.

Art. 72 Entrée en vigueur

1. Le présent règlement entre en vigueur avec effet au 01.01.2017.
2. Il abroge et remplace le règlement entré en vigueur le 01.01.2005, ainsi que l'avenant no 1 entré en vigueur le 01.01.2006, l'avenant no 2 entré en vigueur le 01.01.2007, l'avenant no 3 entré en vigueur le 01.01.2010, l'avenant no 4 entré en vigueur le 01.01.2012 et l'avenant no 5 entré en vigueur le 01.01.2013.
3. Il est remis à l'Autorité de surveillance.
4. Il est porté à la connaissance de tous les assurés.

Annexe

Chiffre 1 Salaire

(article 16 du règlement)

1. La rente de vieillesse complète de l'AVS s'élève à CHF 28'200 (état au 01.01.2017).
2. Le salaire annuel minimum s'élève à CHF 21'150 (état au 01.01.2017).
3. Le salaire annuel maximum s'élève à CHF 846'000 (état au 01.01.2017).

Chiffre 2 Taux d'intérêt

1. Le taux d'intérêt crédité à l'avoir de vieillesse (article 19) est fixé provisoirement au minimum au taux d'intérêt minimal LPP fixé par le Conseil fédéral. Le Conseil de fondation fixe définitivement et de manière rétroactive le taux d'intérêt pour l'année écoulée dès la connaissance des comptes annuels.
2. Le taux d'intérêt minimal LPP fixé par le Conseil fédéral est égal à:

01.01.2004 – 31.12.2004	2.25%
01.01.2005 – 31.12.2007	2.50%
01.01.2008 – 31.12.2008	2.75%
01.01.2009 – 31.12.2011	2.00%
01.01.2012 – 31.12.2013	1.50%
01.01.2014 – 31.12.2015	1.75%
01.01.2016 – 31.12.2016	1.25%
01.01.2017 –	1.00%

3. Le taux d'intérêt applicable pour calculer l'avoir de vieillesse projeté est égal à 2%.
4. Le taux d'intérêt moratoire crédité sur la prestation de libre passage est égal au taux fixé à cet effet par le Conseil fédéral (article 49); il est égal à:

01.01.2004 – 31.12.2004	2.50%
01.01.2005 – 31.12.2007	3.50%
01.01.2008 – 31.12.2008	3.75%
01.01.2009 – 31.12.2011	3.00%
01.01.2012 – 31.12.2013	2.50%
01.01.2014 – 31.12.2015	2.75%
01.01.2016 – 31.12.2016	2.25%
01.01.2017 –	2.00%

5. Le taux d'intérêt technique utilisé pour calculer les engagements en faveur des bénéficiaires de rentes est égal à 2%.
6. Le taux d'intérêt pour le rachat de prestations par acomptes est fixé par le Conseil de fondation.

Chiffre 3 Montant maximum de l'avoir de vieillesse
(article 21 du règlement)

1. Le montant maximum de l'avoir de vieillesse est exprimé en pour cent du salaire cotisant et compte tenu de l'âge de l'assuré:

Age	Facteur	Age	Facteur	Age	Facteur	Age	Facteur
25	0.0	36	190.3	47	380.6	58	570.9
26	17.3	37	207.6	48	397.9	59	588.2
27	34.6	38	224.9	49	415.2	60	605.5
28	51.9	39	242.2	50	432.5	61	622.8
29	69.2	40	259.5	51	449.8	62	640.1
30	86.5	41	276.8	52	467.1	63	657.4
31	103.8	42	294.1	53	484.4	64	674.7
32	121.1	43	311.4	54	501.7	65	692.0
33	138.4	44	328.7	55	519.0		
34	155.7	45	346.0	56	536.3		
35	173.0	46	363.3	57	553.6		

2. L'âge de l'assuré résulte de la différence entre le millésime de l'année civile en cours et celui de l'année de naissance.

Chiffre 4 Conversion en capital de la rente viagère due au conjoint créancier d'un assuré divorcé (rente de divorce) (Bases techniques: LPP 2015 (P2016) 2%)
(article 47 du règlement)

Age	Homme	Femme
25	34.145	34.987
26	33.824	34.678
27	33.497	34.364
28	33.165	34.043
29	32.827	33.716
30	32.483	33.383
31	32.132	33.043
32	31.772	32.697
33	31.405	32.344
34	31.030	31.984
35	30.648	31.617
36	30.259	31.244
37	29.864	30.864
38	29.461	30.477
39	29.051	30.084
40	28.635	29.683
41	28.212	29.277
42	27.783	28.864
43	27.347	28.445
44	26.904	28.019
45	26.453	27.588
46	25.994	27.152
47	25.528	26.709
48	25.056	26.262
49	24.578	25.809
50	24.094	25.351
51	23.605	24.888
52	23.109	24.419
53	22.607	23.945
54	22.099	23.465
55	21.586	22.980
56	21.067	22.489
57	20.544	21.994
58	20.017	21.493
59	19.488	20.987
60	18.955	20.476
61	18.421	19.959
62	17.885	19.438
63	17.347	18.911
64	16.808	18.380
65	16.265	17.843